

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

COLOMIERS, le 15/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SCAT (ex SASCA)

Aéroport de Toulouse Blagnac
Portail C - Zone de Fret
31700 BLAGNAC

Références : 2022/1019
Code AIOT : 0006803102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement SCAT (ex SASCA) implanté Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 BLAGNAC. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAT (ex SASCA)
- Aéroport de Toulouse Blagnac 31700 BLAGNAC
- Code AIOT : 0006803102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SCAT (anciennement SASCA) exploite un dépôt de carburant (JET-A1) pour l'avitaillement des avions sur l'aéroport de Toulouse-Blagnac.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : zone de supervision, localisation de vanne composant l'une des mesures de maîtrise des risques du site (MMR)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- MMR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	mesure de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.4.2
2	changement d'exploitant	Code de l'environnement du 22/11/2022, article 181-47
3	procédure MMR	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.4.1
4	formation du personnel thématique MMR	Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant, le résultat de la visite, 4 faits susceptibles de suites ont été relevés. Concernant ces faits, des éléments justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : mesure de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 : Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont entreposés des produits dangereux ainsi que les divers appareillage de contrôle et les moyens d'alerte, de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Il convient de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à la dispositions de l'inspecteur des installations classées.
Constats : La visite a consisté à questionner l'exploitant sur l'entretien d'une des MMR du site. Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un classeur reprenant les fiches mensuelles de maintenance réalisées sur les détecteurs et l'asservissement de la fermeture de vannes composant cette MMR. Ces contrôles sont réalisés par un prestataire. Les contrôles n'ont pas présenté d'anomalies sur les équipements en 2022. Il est mentionné que l'alarme remonte sur la supervision et la vanne associée se ferme. La dernière vérification a eu lieu la veille de l'inspection, soit le mardi 21 novembre 2022. L'exploitant a donc pu présenter à l'inspection les informations qui sont remontées à la supervision. L'inspection a constaté qu'il y a une ou deux secondes d'écart entre l'information de la détection et le déclenchement de la fermeture de la vanne associée. Ce temps de réponse est bien dessous du temps indiqué dans l'étude de dangers. Cependant, bien que les informations restent sur la supervision pendant quelques jours l'inspection note que la vérification systématique du temps de fermeture de la vanne suite à la détection n'est pas formalisée sur les comptes rendus du prestataire. L'inspection demande à l'exploitant de justifier d'une meilleur formalisation du test et de la validation par le prestataire concernant la rapidité du déclenchement des vannes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/11/2022, article 181-47
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Article R. 181-47 du code de l'environnement » I. Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. Constats : Lors de la visite, il est apparu que le dépôt a changé d'exploitant en 2020. Le nouvel exploitant est la société SCAT. Cependant, aucune déclaration de changement d'exploitant n'a été réalisée. Il demandé à l'exploitant de réaliser cette déclaration. Type de suites proposées : Susceptible de suites Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : procédure MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, procédure MMR
Prescription contrôlée : article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 : Les consignes d'exploitation des unités de stockage et/ou équipements divers constituant un risque pour la sécurité publique sont obligatoirement établies par écrit et mises à disposition des opérateurs concernés. Elles doivent comporter très explicitement pour l'ensemble des unités : - les contrôles à effectuer en exploitation continue, en début et fin de journée de travail, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien pour vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté. Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté des fiches de procédures liées à la formation continue des chefs de piste assurant notamment la supervision. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une fiche de formation continue relative à la MMR objet du point de contrôle n° 1 du présent rapport. L'exploitant n'a également pas été en mesure de justifier de la traçabilité de la fréquence fixée mensuellement pour la vérification des équipements constituant la MMR (fermeture de vanne...). Il a, cependant, présenté une procédure en cas d'épandage de produit qui rappelle au chef de piste d'aller fermer les vannes des bacs d'hydrocarbures (non détaillées dans la procédure). Cependant cette procédure ne paraît pas adaptée au vu de la mise en place d'un système de vanne automatique. L'exploitant a confirmé que l'opérateur aurait plutôt le rôle d'aller vérifier la bonne fermeture de la vanne et si nécessaire de la fermer en cas de défaillance de l'asservissement. L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la mise en place de la procédure d'exploitation MMR permettant de tracer la liste et la fréquence de vérification des équipements constituant la MMR Type de suites proposées : Susceptible de suites Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : formation du personnel thématique MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/1997, article 6.8
Thème(s) : Autre, formation
Prescription contrôlée : article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1997 : L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation "sécurité" de son personnel, plus particulièrement de celui affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une fiche de formation continue relative à la MMR objet du point de contrôle n° 1 du présent rapport. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que son personnel est formé à la procédure évoquée au point numéro 3. L'inspection demande à l'exploitant de justifier que le personnel a été sensibilisé à la procédure d'exploitation qui sera créée en lien avec la MMR objet du point de contrôle n° 1 du présent rapport
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet